



Le Front des Gauches n'a aucun doute sur la représentativité des syndicats des employés. Nous apprécions donc particulièrement l'initiative que vous avez prise afin d'informer vos membres des positions des différents partis concernant l'unification du statut des ouvriers et des employés.

La division entre travail manuel et travail intellectuel est totalement dépassée. Avec le développement de la science et de la technologie, la complexité du processus de production exige de chaque travailleur, tant sous statut d'employé que sous celui d'ouvrier, une habilité et des aptitudes particulières qui devraient pouvoir bénéficier d'une compensation. Le travail manuel purement répétitif et n'exigeant aucune aptitude particulière n'existe plus dans aucun secteur. Nous travaillons tous avec des machines compliquées qui exigent un certain degré d'apprentissage.

Nous pensons que l'alignement des deux statuts doit être basé sur une égalisation vers le haut. En bref, nous pensons que le nouveau statut unique doit combiner les éléments les plus favorables des deux statuts existants et qu'il ne peut pas conduire à la suppression de droits actuels pour des travailleurs. Ainsi, le délai de préavis pour les employés ne peut pas être raccourci. Au contraire, c'est le délai de préavis des ouvriers qui doit être allongé pour rejoindre celui des employés.

Même sans la complexité de la production actuelle, le Front des Gauches soutiendrait chaque amélioration des conditions de travail pour la simple raison que ce sont les travailleurs qui produisent toute la richesse de la société. La fable selon laquelle la production n'est possible que du fait que deux "partenaires libres" "s'accordent" entre eux pour mettre en commun le capital et la force de travail afin de produire des marchandises et des services est totalement fautive. Ce sont les travailleurs qui font le tout et les patrons s'approprient l'ensemble contre un salaire de misère.

Il y a encore un argument plaidant en faveur d'un statut unique basé sur le meilleur des conditions des deux statuts actuels. Ce n'est pas la contribution intellectuelle du travail dans la production qui a diminué au profit de travaux manuels répétitifs, c'est justement l'inverse. Nous sommes tous des travailleurs "intellectuels" et avons le droit que cela soit estimé à sa juste valeur.

Les patrons en ont ras-le-bol de l'ingérence du gouvernement. Ils veulent la liberté totale pour l'initiative privée... aussi longtemps que ça les arrange. Pour briser les grèves, ce sont les premiers à recourir à l'aide des tribunaux et de la police. Pour jeter les gens à la rue, ils veulent que les frais soient répercutés sur la collectivité. Dans ce cas, ils deviennent soudainement grands partisans de la sécurité sociale.

Le statut unique ne peut pas être un prétexte pour repousser encore plus de charges vers la collectivité, en faisant par exemple supporter les primes de licenciement par la sécurité sociale et non plus par les patrons. Nous voulons coûte que coûte éviter une politique où les patrons empochent uniquement les avantages et "la collectivité" toutes les charges.

Nous sommes conscients du fait que, dans le passé, chaque intervention politique ou juridique dans un conflit social a toujours été destinée à faire avaler aux travailleurs le point de vue des patrons. Si c'est ça l'intervention des politiciens, alors on peut effectivement améliorer la discussion en laissant cette dernière dans les mains de partenaires sociaux qui, comme vous l'écrivez, connaissent le terrain et maîtrisent la question. Les lois sociales sont toutefois déterminées sur le terrain politique, et cela a un impact immédiat sur la marge dont nous disposons dans les entreprises et les secteurs. Nous ne voyons pas pourquoi des représentants politiques défendant réellement les intérêts des travailleurs n'interviendraient pas dans cette discussion afin de renforcer la position des syndicats. Nous admettons toutefois qu'il n'y a rien à attendre en ce sens de la part du club des élus actuels et que, dans cette situation, les travailleurs font mieux de les tenir à l'extérieur des discussions.